

## Allégations de recrutement de rebelles burundais dans un camp rwandais

RFI, 25-11-2015 Alors que les violences persistent au Burundi entre insurgés et forces de l'ordre, les regards se tournent de plus en plus vers le Rwanda. Depuis plusieurs mois, les autorités de Bujumbura mettent en cause Kigali dans le recrutement d'opposants au sein des camps de réfugiés, situés au Rwanda. Des allégations qui inquiètent la communauté internationale, d'autant plus qu'un ancien travailleur du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) apporte un témoignage dans ce sens. [Photo : Des réfugiés burundais photographiés le 10 avril 2015 au Rwanda.]

Depuis plusieurs mois c'est le camp de réfugiés de Mahama, dans le sud du Rwanda, qui concentre l'attention. Jeff Drumtra affirme avoir travaillé pendant plusieurs mois dans ce camp qui abrite 44 000 personnes. Selon lui, les Etats-Unis et l'ONU savent que des opposants y sont recrutés pour alimenter l'insurrection armée au Burundi. « Le recrutement au camp de Mahama est fait par un important réseau, avance-t-il. Ce sont d'abord des réfugiés eux-mêmes. Mais ce système de recrutement inclut aussi des officiels du gouvernement rwandais. D'après mon analyse, au moins 1 500 réfugiés ont quitté le camp en tant que recrues. C'est une estimation prudente, cela pourrait être le double. »

Plusieurs témoignages recueillis notamment par France 24 et Al-Jazeera vont également dans ce sens. Mais le HCR affirme ne détenir aucune preuve que de tels recrutements existent. « Jeff Drumtra n'a jamais été fonctionnaire de l'ONU », affirme Saber Azam, qui représente le HCR au Rwanda. Il s'agit, selon lui, d'un simple collaborateur. Les activités dans le camp sont uniquement civiles. « Nous sommes en contact permanent avec le gouvernement et les autres acteurs internationaux pour nous assurer que le caractère civil du camp de réfugiés soit respecté à tout prix et par tout le monde. Les activités autres que les activités civiles sont interdites », insiste Saber Azam. D'ailleurs, il a également été mentionné à Kigali, qui s'est exprimé par la voix de sa ministre des Affaires étrangères et de sa ministre chargée des réfugiés. Une question sensible car les relations diplomatiques sont particulièrement tendues avec Bujumbura.